

# PROJET EDUCATIF

## CCLPA

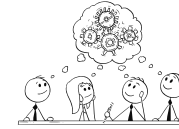
2024-2028

# Préambule

L'article 29 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) stipule que l'éducation doit poursuivre plusieurs objectifs essentiels et notamment :

- Favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités;
- Préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone;
- Inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel.

## Un projet éducatif : mais pour quoi faire ?

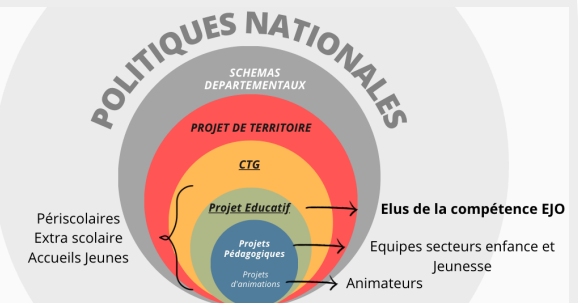


Investir dans l'éducation, c'est se tourner vers l'avenir. Cela constitue un enjeu majeur dans la construction, le développement, l'épanouissement de l'enfant. L'enfance et la jeunesse sont des ressources indispensables pour notre territoire, sources d'avenir et de développement. Il appartient à l'ensemble des acteurs éducatifs (élus, agents de la collectivité, parents, bénévoles, enseignants...) d'accompagner les enfants, les jeunes pour qu'ils acquièrent de la confiance en eux et qu'ils puissent s'épanouir et s'accomplir pleinement humainement, socialement ou professionnellement au sein de notre société.

Même si **le Projet Educatif s'inscrit dans un cadre règlementaire** (articles R. 227-23 du Code de l'Action Sociale et des Familles et R.2324-29 du Code de la Santé Publique), il définit avant tout la politique éducative locale mise en œuvre par l'ensemble de la chaîne éducative pour les enfants et les jeunes du territoire fréquentant les différentes structures de la collectivité (3-18 ans). Il constitue un **outil de référence** permettant de se projeter dans l'avenir tout en assurant une cohérence dans les choix, les intentions de l'organisateur.

Elaborer un nouveau projet éducatif constitue un acte fort d'engagement à l'égard de ceux pour qui il se destine. Il est indispensable de s'appuyer sur l'existant, sur les forces vives du territoire qui œuvrent et qui s'investissent historiquement sur toutes les questions liées à l'enfance et la jeunesse. Même si la famille et l'école constituent les deux piliers historiques de l'éducation, elle ne s'y limite pas. Le Projet Educatif repose sur une démarche éducative partagée entre tous les acteurs qui, par leur métier, leurs activités ou leur engagement associatif, participent à l'environnement social des enfants et des adolescents et, de ce fait, contribuent à leur éducation. **Il illustre le principe de la co-éducation autour de valeurs éducatives et d'objectifs partagés sur un territoire.**

"Il donne du sens à l'action"

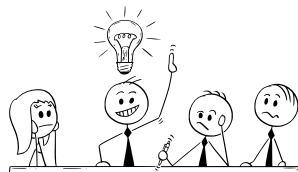


"C'est un document de référence pour les équipes"



**Elaborer un projet éducatif suppose de reconnaître et d'affirmer cette responsabilité partagée.**

# Une démarche partagée



Suite au renouvellement et à la signature de la convention territoriale globale (CTG) en septembre 2024, l'élaboration du nouveau projet éducatif (PE) s'est déroulée plus rapidement que lors du renouvellement précédent.

Les élus ont pu s'appuyer sur le diagnostic partagé récent de celle-ci pour élaborer celui du nouveau Projet Educatif.

Deux réunions de commission enfance et jeunesse rassemblant la direction de la collectivité, les techniciens et les élus furent ainsi organisées en fin d'année 2024 .

Au cours de ces différents temps d'échanges et de réflexion, les élus ont pu questionner l'ancien projet éducatif et définir les nouvelles lignes directrices en matière d'éducation pour la période allant de 2024-2028.

Un temps d'écriture avant/pendant/après chacun de ces temps fut nécessaire pour permettre au service EJO de retranscrire la volonté des élus et élaborer ce nouveau support.



## Le projet Educatif en "quelques mots"

Lors de la première réunion, les élus devaient en un ou plusieurs mots exprimer leur vision du projet éducatif. Qu'est ce que l'on entend par là ? Qu'est ce cela évoque chez vous ? Comment le définiriez vous ?...

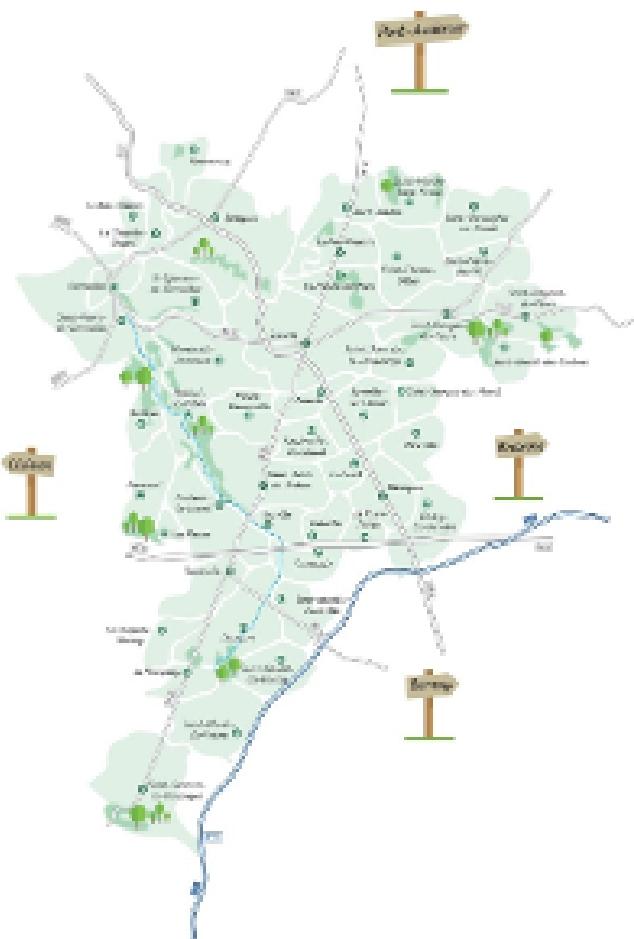
A l'issue de ce temps de travail individuel, les mots de chacun ont été compilés pour former un nuage de mots (cf. ci-dessus).



**Le projet éducatif traduit les engagements de la CCLPA en précisant les orientations éducatives et les objectifs prioritaires.**

# Partie 1 : Diagnostic

## Un territoire rural et étendu



### I.1 La situation territoriale

#### Géographique

La Communauté de Communes Lieuvin Pays d'Auge est née de la fusion des Communautés de Communes de Cormeilles, Vièvre-Lieuvin et Thiberville le 1er juillet 2017.

Composée de 51 communes, elle accueille 20 367 habitants sur son territoire de 412 km<sup>2</sup> dont 90% en zone naturelle/agricole et 10% en zone urbanisée.

Située à égale distance de plusieurs agglomérations (Caen, Rouen, Evreux) et/ou de villes de taille moyenne (Bernay, Lisieux, Pont-Audemer), elle permet aux habitants de pouvoir se déplacer en fonction de leur(s) bassin(s) de vie via un réseau routier plutôt en bon état.



Mais cette équidistance pose aussi des freins.

En effet, son caractère rural et sa superficie étendue engendrent des difficultés de mobilité notamment en raison de l'absence de transport en commun et de réseau ferroviaire.

#### Economique

Globalement, il s'agit d'une population active dont le revenu médian et la part des ménages fiscaux imposés sont inférieurs à la moyenne départementale.

La CCLPA est le territoire dans le département dont la part des emplois liés à l'agriculture est la plus importante (16,8%).

Du point de vue des diplômes, on constate que la part des titulaires du CAP ou BEP est la plus représentée (30,8%). Le nombre de personnes non diplômées est également important (25,1%).

En 2021, le taux de chômage des 15-64 ans reste inférieur à celui du département (9,1% contre 11,8%).

On note un fort déficit d'emplois sur le territoire. La CCLPA est marquée par un déficit défavorable dans les navettes domicile-travail.

32% des actifs habitent et travaillent sur le territoire de la CCLPA. Les autres actifs se dirigent principalement vers Pont Audemer (21%) et Bernay (22%). Ils se dirigent aussi vers Lisieux (14%) Honfleur/Beuzeville (12%), Le Havre (6%) ou encore Rouen (4%) + autres (% non représentatifs)

#### Habitat



On observe une prégnance des maisons individuelles vis-à-vis des logements sociaux (4,5%) que l'on retrouve principalement à Thiberville, St Germain la Campagne et Epaignes.



## Démographie



La CCLPA est placée en FRR (France Ruralités Revitalisation). Elle fait partie des Etablissements de Coopération Intercommunale (EPCI) les moins densément peuplés du département de l'Eure (49,6%).

Bien qu'il y ait eu une reprise de l'évolution démographique significative et continue depuis 1999, la variation annuelle de la population entre 2015-2021 se stabilise.

La structuration de la population s'inscrit dans la moyenne départementale. Selon les chiffres de l'INSEE, entre 2010 et 2021, le nombre de familles avec enfant(s) a très légèrement diminué (-0,5%).

La part de familles monoparentales est de 8%. Elle a augmenté de 31,5% entre 2010-2021. La part des femmes seules avec enfant(s) étant plus représentée (8,8%) que celles des hommes (2,8%). Ces 2 taux restent néanmoins inférieurs aux données départementales (11,6% contre 15,3%).

Les 0-14 ans représentent 19% de la population avec 3871 personnes et les 15-29 ans 13,9% avec 2823 personnes ce qui représente 32,9% de la population du territoire. Ces chiffres montrent que la CCLPA reste attractive et dans le même temps, il est constaté une part non négligeable des plus de 60 ans (28,9%) indiquant qu'elle conserve une population "seniors" qui fait le choix de "bien vieillir" sur le territoire.

La part de familles (avec enfants) ayant entre 25 et 34 ans est plus élevée qu'à l'échelle départementale (6,4% contre 5,5%)

## I.2 Les publics

### Les enfants



Selon les données du ministère de l'éducation nationale (2023), on observe depuis 2010 une diminution sensible du nombre moyen d'élèves par classe (dans le 1er degré) au niveau national. Cette tendance se vérifie également au niveau du territoire avec notamment des effectifs qui peuvent être bas dans certaines classes et entraîner des fermetures.

On constate néanmoins une augmentation constante et globale depuis plusieurs années maintenant du nombre d'enfants sur les accueils de loisirs (périscolaires, mercredis, vacances...) qui peut s'expliquer par des besoins croissants des familles ; notamment celles qui travaillent :

- Périscolaire : (2019-2023) +30% d'actes / (2022-2023) +13%
- Mercredis : (2019-2023) +75% d'actes / (2022-2023) +38%
- Extrascolaire : (2020-2023) +50% d'actes / (2022-2023) +39%

La collectivité a donc dû s'adapter et renforcer les équipes (nombre d'encadrants). Elle a également poursuivi sa politique de professionnalisation de ses agents (BAFA, BAFA, formations...).

N'étant généralement pas propriétaire des lieux dans lesquelles sont organisés les accueils (mise à disposition de locaux dédiés ou partagés), la situation reste toutefois complexe et parfois insoluble pour accueillir l'ensemble des enfants : des listes d'attente persistent sur le temps des mercredis et des vacances faute de places suffisantes...

### Les adolescents

Selon les données du ministère de l'éducation nationale (2023), on observe depuis 2010 une légère augmentation du nombre moyen d'élèves par classe (dans le 2nd degré) au niveau national et notamment au lycée (formation générale et technique). Au collège, bien que ce chiffre ait augmenté, il tend à rester stable depuis les années 90.

Cette tendance ne se vérifie pas à l'échelle départementale où les effectifs tendent à baisser.

Même si la fréquentation reste aléatoire en fonction des secteurs, des projets/actions proposés, la tendance est plutôt à la hausse depuis 2021 avec des effectifs qui ne cessent d'augmenter (+23%) :

- Secteur Cormeilles : (2021-2023) +17,5% d'actes / (2022-2023) +28%
- Secteur St Georges du Vièvre : (2021-2023) +1% d'actes / (2022-2023) -2%
- Secteur Thiberville : (2021-2023) 75% d'actes / (2022-2023) +52%

Le fait d'avoir peu de turnover dans l'équipe permet à chaque référent d'instaurer un climat de confiance avec son groupe de jeunes et ainsi le fidéliser.

On note toutefois que la capacité d'accueil reste limitée notamment en raison des déplacements qui s'effectuent en minibus (8 places). Les locaux disponibles ne permettent pas non plus de répondre à l'ensemble des demandes d'inscription (102 demandes restées en attente en 2023).

# Handicap & Inclusion



A la rentrée 2023, sur les 6 339 900 élèves scolarisés dans le 1er degré en France, 235 400 d'entre eux sont en situation de handicap et scolarisés en milieu ordinaire.

En 2021, la CAF comptabilisait 85 enfants concernés par l'AEEH sur la CCLPA. Plusieurs enfants en situation de handicap (reconnus ou non) sont accueillis au sein des accueils ce qui n'est pas sans poser des difficultés aux équipes qui ne sont pas forcément formées ni suffisamment préparées à les accueillir.

Même si la collectivité est amenée à solliciter le pôle ressources de l'association "Loisirs Pluriel" de Pont Audemer pour être accompagnée dans cette démarche, il semble nécessaire de définir un protocole définissant les modalités d'accueil pour ces enfants.

**La Communauté de Communes possède des actions et des dispositifs permettant de répondre, en partie, aux besoins de son territoire. Avant de pouvoir définir les objectifs éducatifs, il convient de finaliser le diagnostic par une présentation succincte de ces services proposés aux familles, aux enfants et aux jeunes du territoire.**

## II. Les structures éducatives

### La petite enfance



Premier socle de la politique éducative, l'action petite enfance sur le territoire s'articule autour de :

- 3 Relais Petite Enfance (RPE) situés à Thiberville, Epaignes, St Georges du Vièvre (portage CCLPA).
- 2 micro-crèches privées (12 berceaux) situées sur les communes d'Epaignes et Le Tort.

Toutefois, il n'existe aucun Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP), de crèche ou encore de multi-accueils portés par la collectivité sur le territoire...

Bien qu'il y ait 2 micro-crèches privées, les indicateurs établis par la CAF/MSA montrent un déficit structurel en la matière sur un territoire jugé comme prioritaire.

L'accueil individuel reste donc le principal mode d'accueil pour les enfants de moins de 3 ans. 39 communes sur les 51 comptent une activité professionnelle d'Assistantes Maternelles (AM) agréées (134 AM recensées dont 121 en activité).

Cette situation engendre des difficultés pour les familles qui ont de plus en plus de difficultés à trouver/choisir un mode d'accueil correspondant à leurs critères.

## L'enfance



Les accueils périscolaires et extra-scolaires sont particulièrement importants dans la mesure où ils permettent aux enfants d'être accueillis avant et après l'école et aux parents de concilier vie professionnelle et vie familiale :

- 13 accueils périscolaires (avant/après l'école)
- 3 accueils des mercredis (Thiberville, Epaignes, St Georges du Vièvre)
- 2 accueils de loisirs extrascolaires (Epaignes et St Georges du Vièvre)

A noter qu'il existe un accueil de loisirs extrascolaire associatif sur Thiberville géré par l'Association des Loisirs Educatifs de Thiberville (ALECT).

### La parentalité



Un dispositif du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) est déployé sur le territoire. 3 animateurs se chargent d'animer cette action gratuite dans 6 écoles différentes.

Néanmoins, il n'existe pas d'autre action d'accompagnement à la parentalité sur le territoire. Le déploiement de ce type d'action est un axe prioritaire de la CTG.

## La jeunesse

Les 3 accueils jeunes sont répartis sur le territoire de façon stratégique et à proximité des collèges (pour 2 d'entre eux).

Ils sont accessibles aux adolescents de 11 à 17 ans (collégiens & lycéens) et proposent :

- Un accueil chaque mercredi
- Des veillées
- Des semaines d'activités thématiques (vacances)
- Des mini-séjours
- Des chantiers de jeunes bénévoles...

En partenariat avec les 3 collèges de "secteur", les référents animent des ateliers dits "éducatifs" :

- Collège de Cormeilles : atelier "Langue des Signes Française" (LSF)
- Collège de Thiberville : atelier "Vivre Ensemble" (compétences psycho-sociales)
- Collège de Montfort sur Risle : "Atelier coup de pouce, agis pour ton orientation"

Ainsi depuis plusieurs années maintenant, chaque référent s'appuie sur ses compétences pour déployer cette action en lien étroit avec le personnel éducatif et pédagogique de l'établissement.

L'existence d'une salle ados à St Georges du Vièvre est un réel atout mais qui a ses limites en matière de capacité d'accueil et de croissance de ce secteur.

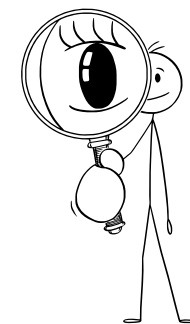
## Le tissu associatif

La Communauté de Communes Lieuvin Pays d'Auge dispose d'un tissu associatif important. Les Offices de Tourisme (OT) ont recensé 260 associations en 2023. Certaines d'entre elles bénéficient de subvention de la CCLPA et/ou d'infrastructures mises à leur disposition. Bien que l'offre de loisirs et de sports soit bien représentée, on note que l'offre culturelle reste limitée.

### Éléments "saillants"

- Territoire placé en FRR (France Ruralités Revitalisation)
- 32,9% de la population a moins de 29 ans
- Un nombre de familles monoparentales en progression
- Difficultés de mobilité pour les jeunes et leurs familles
- Une population active ayant des besoins de "garde" croissants (Tx d'activité des 15/64 ans de 77,6%)
- Un niveau de qualification inférieur au département
- Offre d'accueil (collectif) dédiée à la petite enfance insuffisante
- Inadéquation des infrastructures
- Hausse sensible et continue de la fréquentation impliquant des listes d'attente
- AEEH\* : 400 000 enfants en France > 240 000 scolarisés en milieu ordinaire > 86 enfants bénéficiaires sur le territoire (Donnée CAF 2021). Plusieurs enfants accueillis dans les structures (AEEH et/ou porteur d'un handicap)

\*Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé



# Partie 2 : les Enjeux

Le Projet Educatif repose sur un **diagnostic** et des **enjeux** propres au territoire. Même s'il s'agit toujours de placer l'enfant au cœur de la complémentarité éducative pour faire de lui un acteur citoyen à part entière, les éléments saillants du diagnostic doivent être pris en compte pour orienter les réponses à apporter.

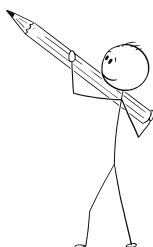
Le renouvellement du projet éducatif s'est donc articulé autour de 2 temps de travail distincts en commission enfance et jeunesse.

Accompagnés par les techniciens, les élus ont pu lors du premier temps :

- Finaliser le diagnostic et identifier les **faits saillants**
- Arrêter les **Enjeux prioritaires**

Et dans un second temps :

- définir les **objectifs éducatifs prioritaires** correspondant à la volonté politique de la collectivité.
- Préciser les **modalités d'évaluation**



## Qu'est-ce qu'un ENJEU ?

Un ENJEU découle du contexte. Il sert à structurer les objectifs et consiste en un défi ou une problématique.

Il doit être formulé en quelques mots et sans verbe.

Dans le précédent projet éducatif, les enjeux définis par les élus étaient les suivants :

- L'**accessibilité** en faveur de services adaptés
- L'**éducation** en faveur d'une ouverture culturelle et de loisirs
- Le **partenariat** en faveur de l'interconnaissance et du développement territorial
- La **visibilité** des actions
- La **citoyenneté** en faveur d'une mixité sous toutes ses formes
- L'**équité** pour une répartition équilibrée des structures d'accueil

Au regard du nouveau diagnostic, les élus ont identifié les enjeux prioritaires suivants :

- 1 **Equité de service à l'échelle du territoire**
- 2 **Continuité et cohérence éducative**
- 3 **Citoyenneté et vivre ensemble**
- 4 **Ouverture culturelle, sportive et environnementale**

# Partie 3 : les Objectifs

**Les objectifs éducatifs doivent être définis en lien avec les besoins et les attentes des familles**

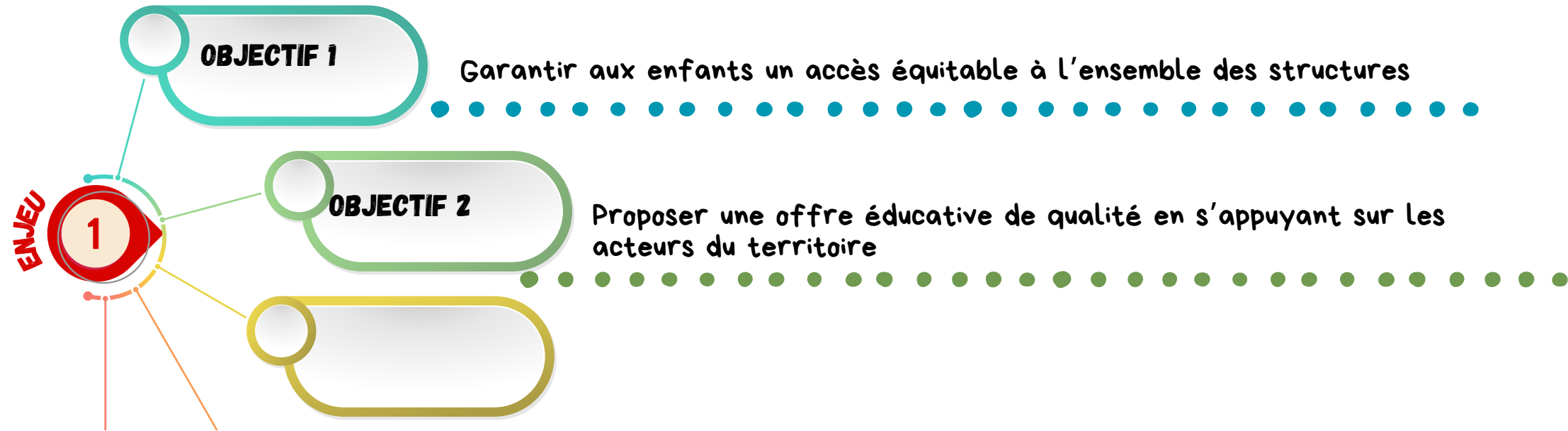
En privilégiant des objectifs mesurables, on s'assure de pouvoir évaluer l'impact de l'action éducative. C'est avoir des attendus adaptés, progressifs et en rapport avec le contexte de l'accueil de loisirs et les publics accueillis.

Sur la base des enjeux prioritaires, les élus ont défini les objectifs à atteindre suivants :





# ENJEU n°1 : Equité de service à l'échelle du territoire



(critères et indicateurs)

- Répartition équilibrée des structures et développement harmonieux (évolution du règlement intérieur et des modalités d'accueil)
- Modalités d'ouverture adaptées aux attentes de la population (bilans, questionnaires, statistiques des effectifs...)
- Tarification modulée et accessible (actualisation annuelle, validation CAF...)
- Enrichissement du réseaux de partenaires (nombre de projets, nouveaux partenariats, ...)

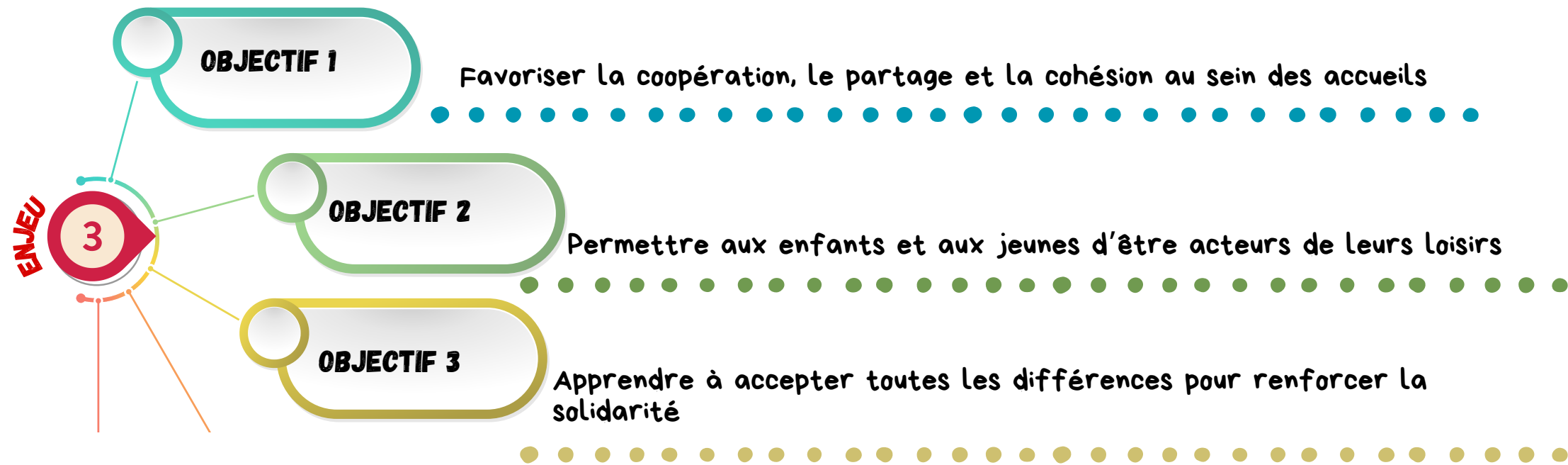
## ENJEU n°2 : Continuité et cohérence éducative



(critères et indicateurs)

- Implication des parents dans certains projets (nombre de projets, nombre de parents volontaires, participation aux moments festifs...)
- Contribution au développement des accueils (nouveau regard, élargissement des contenus, partage de pratiques, renforcement des liens...)
- Complémentarité d'actions (nombre de projets menés en collaboration, renforcement des échanges avec les écoles et les associations locales, extension du réseau d'acteurs...)
- Dynamique de travail interne (réunions régulières entre référents, cohérence dans les projets, renforcement des liens...)

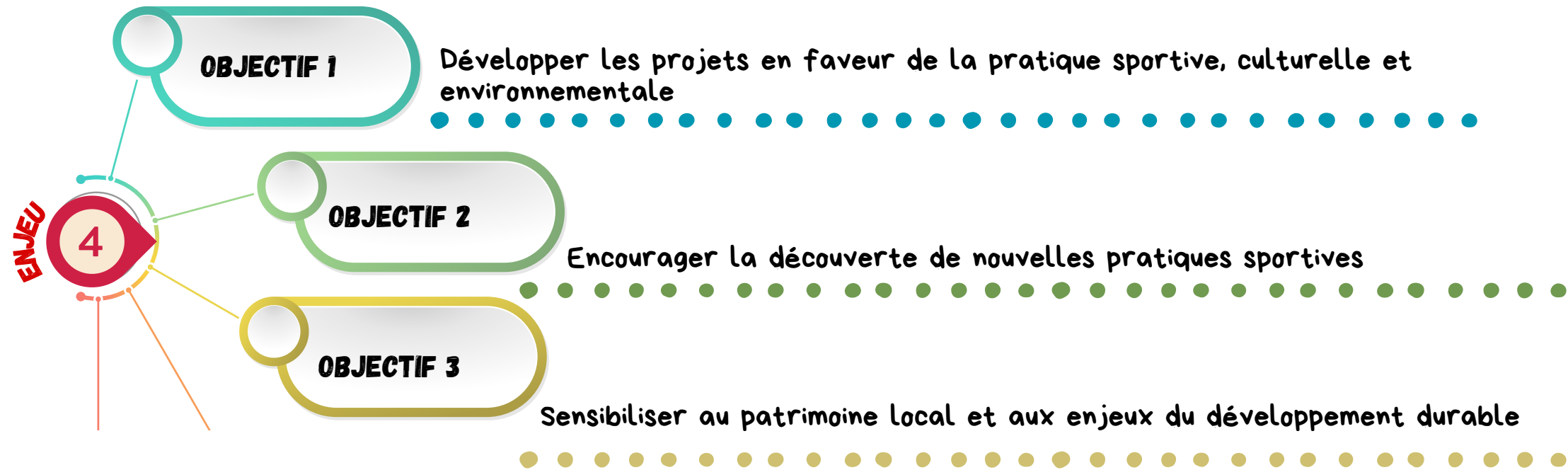
## ENJEU n°3 : Citoyenneté et vivre ensemble



(critères et indicateurs)

- Implication des enfants dans les jeux et les projets collectifs (conseil d'enfants, de jeunes, bilan, recueil de la parole des mineurs...)
- Renforcement du sentiment d'appartenance au groupe (participation active aux rituels, complicité et amitié, cohésion et entraide ...)
- Les enfants/jeunes participent activement (motivation et engagement) à la programmation (choix des activités, propositions, organisation, prise d'initiative...)
- Attitude d'ouverture et de respect (acceptation des différences, absence de jugement, observation sur la répartition des rôles dans les activités collectives ...)
- Les enfants/jeunes s'engagent dans des actions/projets solidaires et manifestent cette solidarité au quotidien dans les accueils

## ENJEU n°4 : Ouverture culturelle, sportive et environnementale

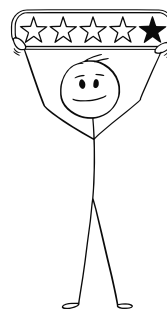


(critères et indicateurs)

- Renforcement et élargissement des activités sportives dans la programmation des accueils notamment en matière de pratiques sportives (activités régulières, nouveaux sports découverts, diversité et innovation ...)
- Renforcement de la connaissance du patrimoine local (actions et sorties de découverte, rencontres locales, ...)
- Les enfants/jeunes identifient les enjeux du développement durable (préservation des ressources, de la biodiversité, réduction des déchets...)
- Ils participent/s'impliquent dans des actions de sensibilisation ou des projets en faveur de la préservation du patrimoine
- Les enfants/jeunes adoptent des (nouveaux) comportements en cohérence avec l'enjeu 3 et incite leurs proches à en faire de même

# Partie 4 : l'évaluation

Qu'est ce qu'il est important d'évaluer ?  
Voici la question à se poser lors de  
l'élaboration du projet. L'évaluation se  
fait en fonction des objectifs retenus.



Le Projet Educatif est un outil d'ajustement et de mise en commun des synergies.

L'évaluation est une démarche qui vise, à partir d'objectifs préalablement établis, à comprendre les résultats obtenus, de la manière la plus objective possible, afin de les apprécier, d'en rendre compte et d'aider en cela les décisions à venir.

L'évaluation du projet éducatif est réalisée par le **comité de pilotage** (la commission enfance jeunesse), chaque année et à l'issue de la durée de la convention. L'évaluation annuelle permet de vérifier si les objectifs visés sont atteints (à l'aide de **critères** et d'**indicateurs** quantitatifs et qualitatifs définis lors de la mise en place du projet), de questionner la pertinence du projet et de le faire évoluer en fonction des nouveaux besoins.

Dans l'intervalle, l'**évaluation continue** permet d'orienter et d'adapter le projet tout au long de l'année. Elle pourra prendre différentes formes et être menée de façon **implicite** (observations, sentiment général...), **spontanée** (échanges formalisés ou informels) ou encore **objective** (sur la base d'outils créés au préalable du type enquête, questionnaires, grilles d'analyse, tableaux de bord, fiches actions...). L'application de **méthodes participatives** sera à privilégier.

"Un critère est un élément qui permet de juger, de  
définir quelque chose"

## Exemples d'indicateurs qualitatifs :

satisfaction des usagers, accessibilité par les familles, diversité et adaptation des activités aux enfants/jeunes, qualification des intervenants...

## Exemples d'indicateurs quantitatifs :

Nombre de réunions, taux de fréquentation, taux d'encadrement, ...

"L'indicateur permet de mesurer le critère"



**pourquoi évaluer ?**

**Paroles d'élus :**

"Pour mesurer les écarts..."

"Pour faire le point, savoir où nous en sommes"

"Pour mesurer si nos choix correspondent aux besoins"

"Pour valoriser les actions des équipes"

**Faire vivre la  
démarche de projet**

## CONTACTS



**Communauté de Communes Lieuvain Pays  
d'Auge**

21 bis rue de Lisieux 27230 Thiberville

Tel. 02 32 46 80 88

<https://www.lieuvinpaysdauge.fr/>

**Service Enfance Jeunesse et Orientation**

Tel. 02 32 46 49 34

<https://cclpa.portail-familles.app/home>